CSE Extraordinaire Siège

9 novembre 2023

TEMPO, la pause s'impose !

Jeudi dernier s'est déroulé à la demande de la majorité des élus, un CSE extraordinaire consacré au projet **TEMPO.**

La raison ?

La mise en œuvre de ce projet et **ses effets dommageables sur l'ensemble des rédactions de France Télévisions !**

Si la direction reconnaît que la période de rodage s'accompagne de certains dysfonctionnements, elle ne semble pas avoir pris la pleine mesure des conséquences du déploiement en mode accéléré de ce projet, tant sur le Réseau que sur le Siège.

- **Les journalistes de la rédaction nationale** travaillent dans l'urgence, avec un timing resserré pour fournir 3 sujets quotidiens au réseau régional.
Cela met à mal la qualité de leur travail, ne les satisfait pas et les interroge sur le sens à donner à leur métier. Privés d'une réelle rédaction et de ligne éditoriale claire, ils cherchent leurs marques.

- **Les salariés de FTR** en plus de devoir assumer le projet TEMPO, sont mis à contribution pour parer aux difficultés rencontrées dans les autres stations régionales puisqu'ils prennent le relais en cas d'absence de diffusion de journal.

- **Les scriptes de la rédaction d'Ile de France** ont vu leur charge de travail doubler sans recevoir de renfort : elles sont aujourd'hui 3, là où la direction reconnaît qu'il devrait y avoir à minima 4 personnes.

Petite particularité de cette station régionale, depuis son déménagement au Siège, le service scriptes de PIDF fait partie de la Fabrique. Elles travaillent pour le Réseau mais dépendent du Siège.

Aujourd'hui la surcharge de travail et les difficultés auxquelles elles sont confrontées impactent leur santé physique et mentale, l'une d'entre elles est d'ailleurs en arrêt.

Devant cette situation une alerte pour danger grave et imminent a été déclenchée.

- Quant aux outils informatiques en cours de déploiement, comme Open Media, ils ne font qu'aggraver la crise, avec des bugs inexpliqués qui se multiplient.
- Et que dire des **audiences** dont les élus ont demandé les chiffres détaillés !

Partout le sentiment d'incohérence et la souffrance au travail sont largement partagés.

C'est ce que les élus représentant l'ensemble des organisations syndicales, se sont évertués à faire entendre à la direction pendant les 3 heures de débat qui ont marqué ce CSE extraordinaire.

Devant la gravité de la situation, ils ont demandé la suspension du projet en attendant le déploiement des moyens nécessaires à sa mise en œuvre.

17 Votants : 17 Pour (lire la résolution ici ➠).

Paris,
Le 13 novembre 2023